

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION



Les actes du colloque

Libertés des Femmes, en France et en Europe

Fréjus, 15 Octobre 2021



ÉDITORIAL

« Les libertés individuelles, et plus particulièrement les libertés des femmes, sont attaquées. »

Par Julie Lechanteux,
Député Européen

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Les libertés individuelles, et plus particulièrement les libertés des femmes, sont attaquées. Ces libertés ont pourtant été acquises par le biais d'un long processus civilisationnel, au cours d'une histoire faite de combats, menés par des personnalités ayant toutes eu pour objectif de combattre l'injustice et l'inégalité de traitement.

Aujourd'hui, le danger qui menace ces libertés est d'autant plus grand, qu'une partie de la classe politico-médiatique, détourne son regard, au mieux, ou se rend délibérément complice au pire.

C'est pourquoi nous sommes dans l'obligation de nous mobiliser pour défendre ce que nous croyons être juste pour nos libertés.

Insécurité, violence conjugale, difficulté d'accès au logement, inégalités salariales, isolement, et montée de l'islamisme, sur tous ces sujets nous ne pouvons que constater le recul de nos libertés et l'atteinte aux droits des femmes.

Alors avec la présidente d'une association locale d'entre-aide sociale, la présidente d'une association féministe patriote, et une femme chrétienne d'Orient, nous avons pris date, pour donner une conférence participative, à Fréjus, le 15 octobre dernier. Ce jour marquera un tournant dans ce combat que nous menons, pour nos filles et pour nos petites filles.

Au-delà des femmes qui sont les premières concernées, ce combat doit être celui de tous les Français attachés à nos valeurs. Les femmes resteront libres !

Julie Lechanteux

«Je tiens à remercier Mme Julie Lechanteux et son équipe pour l'opportunité qui m'a été offerte de pouvoir présenter notre association et nos actions auprès de familles du département. J'ai pu expliciter les différentes réalités difficiles, familiales que nous rencontrons au quotidien dans notre association. Notre objectif est d'accompagner les personnes en situation de crise et de leur faire retrouver le chemin de l'autonomie et de la dignité. Les difficultés rencontrées par les femmes, en tant que maman, sœur, fille, sont souvent silencieuses mais elles ont pu être mise en lumière ce jour-là, et ainsi leur donner une voix. En espérant que cet évènement ne soit que le début de l'écho, pour changer les choses.... Merci à vous tous».

Bonjour à tous, merci à chacun pour votre présence, merci à Mme Lechanteux et son équipe pour l'opportunité qui m'est donnée de partager quelques réflexions sur ce sujet qui nous tient à cœur et qui nous concerne tous, le sujet des femmes et de leur liberté dans notre société d'aujourd'hui.

Je vais tout d'abord me présenter et présenter l'association Zoé que je dirige maintenant depuis 3 ans.

Je suis Alexandra VAROLI, je suis mariée et maman de 4 enfants, j'ai un parcours professionnel atypique et mon principal objectif dans l'association est de trouver des solutions pertinentes aux difficultés que rencontrent les familles et de les mettre en œuvre.

Depuis 2019, nous avons donc ouvert plusieurs structures :

- Par le biais de l'épicerie solidaire de Zoé, nous accompagnons les familles à sortir de situation difficile, souvent ponctuelles, et à retrouver le chemin de la dignité et de l'estime de soi, le dispositif est réfléchi de façon à éviter aux familles de tomber dans la précarité totale où il est plus difficile encore de sortir. Le choix parmi

des produits de qualité, diversifiés allant des fruits et légumes aux produits d'hygiène et maquillage en passant par le rayon bio vrac permet aux familles de passer par-dessus l'épreuve sans sombrer.

-Nous proposons également aux familles notre friperie solidaire avec son espace relooking où les personnes peuvent trouver de quoi se vêtir à moindre coût tout en restant tendance, l'espace relooking permet de rafraîchir une coupe ou une couleur et de restaurer l'estime de soi.

-Le jardin partagé est un lieu de retour à la terre, aux partages et aux moments conviviaux...de créer du lien social, de l'entraide et d'échanges souvent riche en émotions.

-Le café solidaire, avec son espace coworking et ses ateliers ouvrira ses portes prochainement à la rue Grisolle et permettra de proposer un lieu de vie, de partage et surtout d'écoute.

Depuis le début de notre activité en 2019, nous avons accompagné 222 femmes des mères, des filles, des sœurs..... Avec des profils différents mais aux parcours souvent semblables.

Leur histoire peut être la nôtre une maladie,

la perte d'un travail, la perte d'un enfant ou d'un conjoint.... Souvent les événements s'enchaînent et se suivent.... Un accident de vie qui fait que la vie devient difficile à vivre.

La violence qui vous fait déménager le plus loin possible en essayant de ne pas laisser de traces.... Quittant tout du jour au lendemain et n'ayant plus de repère, pour le bien de leur enfant ou pour sauver leur vie Voilà le vécu de certaines de nos bénéficiaires que nous rencontrons chaque semaine.

Alors quoi répondre ? quoi dire ? quoi faire ?

Le principal est d'être là, de soutenir, d'aider, d'aimer... d'accompagner dans ce processus de changement. Non pas juste afin de maintenir la tête hors de l'eau mais d'accompagner afin que ces femmes choisissent la manière dont elles traverseront ce moment difficile : s'élever au-dessus des circonstances ou décider de se laisser aspirer vers le bas. Choisir d'être libre ou esclave de ses peurs et de ses échecs.

Nous essayons de leur amener des clés, au fur et à mesure des rencontres, pour que la vie reprenne, pour que l'espoir renaisse afin qu'elles comprennent :

- Qu'elles peuvent toutes avoir une vie significative, remplie et joyeuse, malgré les circonstances de la vie.
- Que la douleur n'est pas un guet-apens, et que c'est plutôt le fait de croire qu'il n'y a aucune issue, qui est une tromperie.
- Qu'à chaque étape de leur vie, elles abandonnent certaines choses mais que, ce faisant, elles en gagnent d'autres.
- Qu'une partie de leur identité est rattachée à ce qu'elles font, mais que cela ne détermine pas qui elles sont.
- Qu'elles ne contrôlent pas leur destinée mais qu'elles peuvent y participer activement.
- Que le bonheur n'est pas l'art de bâtir une vie aseptisée de problèmes mais plutôt de réagir face à l'adversité.

Nous réfléchissons, avec toute notre équipe, aux moyens concrets à mettre en place pour que ces femmes soient libres d'être qui elles sont. Cela prendra du temps, de l'énergie, de l'argent c'est sûr... Mais la liberté n'a pas de prix !

Zoé, qui veut dire la vie pleine et entière, est là pour aider chacune à comprendre que le bonheur n'est pas une destination mais une façon de voyager.

Zoé est là pour accompagner chaque femme à trouver le moyen, la force et le courage d'être enfin qui elle doit être.

Pour terminer je citerai un psychologue canadien, Denis Morissette « Le contraire de la pauvreté n'est pas l'argent mais la dignité ».

Je vous remercie de votre attention, passez une bonne soirée.



Photo Fondation - Tous droits réservés

« Je tiens à remercier Mme Julie Lechanteux de la confiance qu'elle m'a accordée. Je n'ai jamais parlé à une conférence et encore moins à une conférence politique. J'avais très peur : peur de décevoir, de ne pas être à la hauteur sauf que le résultat m'a assez surpris. Après la conférence, des personnes sont venues me parler et me remercier pour ce témoignage et d'avoir mis en lumière ces détails qui sont invisibles car nous y sommes habitués. J'ai envoyé la vidéo à des amis français et syriens ils ont tous apprécié et aimé. J'ai été très touchée lorsqu'une amie de ma maman m'a dit « Jala tu parles de moi, j'ai dû arrêter mes études lors de la naissance de ma fille aînée et ce n'est que maintenant que j'ai repris, et tu sais à chaque fois que ta mère dit qu'elle est dentiste et qu'elle n'exerce pas cela me fait mal au cœur ». Les paroles et encouragements que j'ai entendus m'ont poussé à reprendre l'écriture de mon livre, témoignage de ma vie en Syrie et en France que j'avais arrêté d'écrire il y a deux ans... Merci encore ».

Bonsoir,

Je m'appelle Jala Kebbe, j'ai 29 ans. Je suis une catholique d'Alep. Pourquoi je parle de ma religion ? Parce que cette information est importante pour mieux comprendre mon témoignage.

Avant de commencer, je tiens à remercier Madame le député Julie Lechanteux et ses assistants qui m'ont invité à venir parler à cette conférence.

Alors, je vais vous expliquer ce que vit une chrétienne née dans les années 80-90 à Alep et comment notre société, qui est pourtant connue comme étant ouverte d'esprit, ne l'est finalement pas tant que ça.

Je suis née dans ce qu'on peut dire une « bonne » famille ce qui m'a donné la chance d'aller à une école catholique privée mixte. Au collège, on avait un cours imposé par l'Éducation nationale où l'on était séparés, garçons et filles car on nous apprenait la couture et des recettes de cuisine et

eux ils apprenaient des choses plus manuelles comme la menuiserie ou des choses de la sorte. Comme si indirectement, on nous disait que la place de la femme est à la cuisine et l'homme aux métiers qui demandent plus d'effort. Ils ont visiblement oublié que les plus grands couturiers et chefs sont des hommes mais bon ce n'est qu'un détail.

J'ai eu mon bac S en 2010. Là, la société commence à nous dire qu'en tant que femme il est préférable de ne pas faire certaines études « ne fais pas des études en médecine car cela prend de nombreuses années, ne fais pas des études d'ingénieur ou informatique car à la fac ce sont que des hommes et tu ne seras pas à l'aise. Fais plutôt des études littéraires, des études de pharmacie. Bref fais des études féminines, comme s'il y a des études spéciales pour les hommes et d'autres spéciales pour les femmes, mais bon c'est juste un détail ».

Bizarrement les métiers de professeur de classe, secrétaire, infirmière, pharmacienne,

présentatrice de télé, vendeuse sont des femmes. Apparemment nous avons un vrai charisme là-dessus, surtout quand on est face aux clients.

J'ai opté pour des études littéraires et j'ai fait une licence en littérature française. Je pense que vous ne serez pas surpris si je vous dis qu'on était 97 % des femmes !

Après le bac, nos parents nous permettent d'aller en soirées vu que l'on est adulte, enfin on a 18 ans. Je sortais, je portais ce que je voulais, il m'est même arrivé de rentrer de certaines soirées vers 4-6h du matin. Je vivais comme si j'étais un homme, vraiment aucune différence sauf un petit détail c'est que ce n'était pas moi qui conduisait bien que j'ai le permis. C'était un ami homme qui venait me chercher pour m'y emmener et me ramener chez moi mais vu que c'est tard, il vaut mieux que je sois accompagnée.

Lorsque je sortais avec des amis dans un café/restaurant pour boire un verre ou un café, je ne payais jamais car c'est à l'homme de le faire pas à moi ! C'est mal vu si je paie alors que je suis avec un homme. Je ne disais rien et lui réglait tout d'une façon très normale même si on était 3 filles et un seul homme, c'était lui qui payait. Même le serveur donnait la facture tout de suite à l'homme sans nous demander. Ce petit détail donne un sentiment à la femme que c'est l'homme qui gère le côté financier et qui subvient à ses besoins. C'est l'homme qui apporte de l'argent et qui paie et pas la femme ce qui donne aussi ce sentiment indirect que la place de l'homme est au travail et la place de la femme à la maison.

Lorsque deux personnes décident de se marier, c'est à l'homme d'acheter un appartement et de payer tous les frais du mariage, même certaines fois c'est à lui de payer la robe de mariée, les frais du coiffeur et maquillage de la mariée et sa famille. Donc encore une fois aucun partage de frais

puisque ce n'est pas à la femme d'apporter de l'argent, mais bon ce n'est qu'un détail. Avant la guerre, les femmes travaillaient jusqu'à la naissance du premier enfant, par exemple ma maman a fermé son cabinet de dentiste à ma naissance. Mais bon ceci est un détail vu qu'elle a travaillé.

Très peu de femmes travaillent après la naissance du premier enfant car cela signifie que son mari ne peut pas subvenir à leur besoin. C'est très mal vu et jugé par la société.

Avec la guerre, on a eu d'autres préoccupations comme l'eau, l'électricité, le gaz, bref les besoins de tous les jours... Donc bien évidemment il n'y a eu aucune différence entre la femme et l'homme sauf que c'était l'homme qui cherchait les bonbonnes de gaz car c'est lourd à porter et la femme n'a pas à les porter ni à les changer. Tout comme ce sont les hommes qui portent les bidons d'eau car c'est très lourd mais ce n'est qu'un détail.

Les femmes après la victoire de la bataille d'Alep, elles ont commencé à aller faire la queue pendant des heures pour essayer d'avoir de l'essence. Elles ont même commencé à aller payer les factures d'électricité ou de téléphone parce que l'homme fait la queue pour avoir du gaz ou de l'eau. Alors qu'avant c'était au mari ou au fils aîné d'aller payer. Avec la guerre, on ne peut plus porter ce que l'on veut comme avant sauf si un ami homme vient nous chercher en voiture et nous ramène bien évidemment mais bon, ceci n'est qu'un détail.

Aujourd'hui, de plus en plus de femmes travaillent à cause des sanctions économiques sur la Syrie qui ont fait baisser la monnaie et élever les prix, mais cela reste toujours très mal vu si elle a des enfants surtout en bas âge. Les filles sont encore plus entourées de leurs amis supermans qu'avant car on ne sent plus beaucoup en sécurité avec le

déplacement de population qui a eu lieu avec la guerre, mais ce détail est pour notre bien.

Lorsque j'ai voulu venir continuer mes études en France et faire un master, plusieurs amis de mes parents leur demandaient : comment est-ce que vous allez laisser partir votre fille seule dans un pays où elle n'a pas de famille et elle va vivre seule ?

Cela ne se fait pas qu'une fille parte étudier seule !

Vous savez, j'ai des amies qui attendent toujours que leur jeune frère termine sa licence pour qu'elles partent étudier à l'étranger. Mon petit frère a 14 ans, il est en seconde. Vous imaginez si mes parents étaient de cette mentalité et qu'il fallait attendre qu'il ait son bac, termine sa licence et qu'il se décide d'aller étudier ici peut-être qu'il ne voudra pas ! Bref imaginez si mon avenir dépendait de lui !

Lors de mon premier CDI en France (j'avais déjà eu 2 CDD), mon coloc qui était aussi d'Alep m'a dit une phrase que je n'oublierai jamais « tes parents n'ont plus d'argent pour te laisser travailler en France ? » comment dire... c'est grâce à ce CDI et cette expérience que 2 ans après j'ai réussi à avoir un autre CDI dans le même domaine et à faire le changement de statut du statut étudiant au statut de salarié ce que lui n'a pas réussi à faire et a dû demander asile pour rester en France ! Pour la simple raison, c'est que lui il a refusé de travailler alors que moi je faisais des temps partiels à côté de mes études.

Lorsque je rentre à Alep, je dois atterrir au Liban. Ce sont toujours mes amis hommes qui viennent me chercher ou me ramènent à l'aéroport, ce n'est jamais mes amies filles car c'est le « rôle » des amis supermans de faire cela.

Vous voyez il n'y a donc aucune différence entre la femme et l'homme mais simplement quelques petits détails qui sont dans la norme dans notre société chrétienne d'Alep... Vous allez me dire, tu te plains de la galanterie des hommes. Non ! Ce n'est

pas de la galanterie, c'est une obligation. La société d'Alep oblige les hommes à le faire sinon il sera jugé de ne pas l'avoir fait. Lorsqu'un homme paie au café ou à la soirée pour la ou les femmes c'est juste pour son ego et pour montrer qu'il a les moyens de payer cela. Ce n'est pas normal que des étudiants de 19-20 ans, qui ne travaillent pas et qui prennent encore leur argent de leurs parents, paient pour des amies juste parce qu'ils sont des hommes et elles des femmes. C'est injuste pour les hommes tout comme pour les femmes.

Lorsque je sortais avec des amis hommes à Alep, ma maman me demandait lorsque je rentrais « qui a payé ? ». Elle voulait absolument que je paie ma part, elle m'a toujours dit que ce n'est pas aux parents de X et Y de payer pour toi mais que c'est bien à moi, enfin à mes parents de le faire.

Ici en France, cela n'est pas pareil. Lorsqu'un homme m'invite au restaurant c'est parce qu'il a envie et non par obligation de la société ni par devoir comme à Alep et cela me réjouit contrairement en Syrie où cela me met mal à l'aise. Lorsque parfois certains français m'ont ramené chez moi car il était tard et il n'y avait plus de métro ou il pleuvait des cordes eh bien ça me touche car ils peuvent très bien me dire de rentrer en Uber ou bus de nuit.

Dans le passé, il y avait aussi de telles choses en France et heureusement que cela a changé, que les femmes ont plus de libertés aujourd'hui que leurs grands-mère. Mais combien de « détails » restent à nos jours en mode « normal » que ce soit en France ou en Syrie. Combien de détails qui consistent la place de la femme et le travail, les études supérieures, la vie à l'étranger, la mère célibataire sont encore là en mode « détails » ou c'est normal... Ce n'est pas un combat entre la femme et l'homme. Nous ne sommes pas en guerre contre vous messieurs. Bien au contraire, nous vous aimons et vous respectons. C'est évidant qu'il y a eu un

progrès mais il en faudra davantage pour que cette égalité soit pertinente.

Oui bien sûr que certains détails ont disparus de la vie en France mais malheureusement les bons détails aussi comme la vraie galanterie ou la défense des femmes. Aujourd'hui, combien de femmes sont harcelées dans la rue et métro sous le silence total des hommes qui voient la scène. Dommage que vous n'ayez plus ces supermans.

Combien de femmes ne se sentent pas en sécurité en rentrant chez elles la nuit ? Je vais vous raconter ce que j'ai vécu il y a quelques mois, je rentrais de chez une amie vers 23h et il faisait nuit, il y avait quelques livreurs dans la rue mais pas plus. Il y avait 25mn de marche entre son appartement et le mien. À Paris entre le 14^e et le 15^e arrondissement il n'y avait pas vraiment d'éclairage dans la rue, j'étais seule et j'avais peur que si quelqu'un venait me faire quoi que ce soit, personne ne prenne ma défense.

La solution que j'ai trouvée c'est que j'ai appelé ma maman qui dormait à Alep, qui m'a accompagné tout le long du chemin au téléphone, je lui disais les noms des rues où je passais et elle notait tout car j'avais peur que si je mets ma localisation qu'elle perde les informations s'il m'arrive quelque chose. Oui, j'ai eu très peur ce soir-là au point d'appeler ma maman qui habite à Alep ! S'il y avait plus d'éclairage dans la rue peut-être que je me serais sentie plus en sécurité.

Vous voyez c'est un tout petit détail de rien du tout, mais c'est dans notre vie quotidienne. Combien de femmes entendent la fameuse phrase de leurs proches « envoie moi un message quand tu es rentrée » ? Nous sommes habituées à ces phrases mais si je dis ceci à un homme il sera choqué.

Il y a beaucoup de ce genre de détails dans nos quotidiens. Je vous laisse réfléchir à ces détails de

vos vie quotidienne, ces détails invisibles tellement on y est habitué.

Quels sont les détails qui ont disparu et dont vous regrettez cette disparition ? Quels sont les détails que vous souhaitez qu'ils disparaissent ? Quels sont les détails tout bêtes que vous souhaiteriez voir s'améliorer comme l'exemple de la luminosité que j'ai évoquée ? Eh bien aujourd'hui c'est à vous d'agir !

Merci



Photo Fondation - Tous droits réservés

«Quand Mme Lechanteux m'a proposé d'intervenir lors d'une conférence sur la liberté des femmes, j'ai tout de suite accepté ! Je pense en effet que c'est une excellente initiative que la Fondation ID mette en avant le droit des femmes et leur liberté. J'ai trouvé cela très intéressant de réunir des femmes politiques et des femmes du monde associatif pour échanger sur nos libertés. J'ai été très bien accueillie dans la très belle ville de Fréjus par l'équipe de la députée, ainsi que par ses habitants. Je garde un excellent souvenir de cette conférence pleine d'espoir !».

L'Occident est le berceau de l'épanouissement des femmes.

C'est en effet au sein de la civilisation européenne que les femmes ont eu la possibilité d'atteindre en première l'égalité des droits et un respect à leur égard qu'aucune autre culture ne peut se prévaloir.

Il n'y a qu'en France qu'on voit une Christine de Pizan rédiger à la fin du 14^{ème} siècle des écrits sur l'égalité des droits. Il n'y a qu'en France qu'en 1430, on verra une Jeanne d'Arc s'octroyer la liberté de combattre comme un homme et de délivrer la France d'assaillants, au péril de sa vie. Il n'y a qu'en France qu'on verra des Blanches de Castille, Anne de Bretagne, Marie de Médicis, comtesse de Ségur, Olympe de Gouges influencer culturellement et socialement la France au point de se demander si elles ne l'ont pas gouverné à un moment pour certaines.

Il n'y a qu'en France qu'on verra des Marguerites de Witt organiser des votes factices en plein Paris et contre l'extrême gauche, pour que les femmes aient les mêmes accès que les hommes en terme d'outils démocratiques. Il n'y a qu'en France qu'on verra des Marie Curie faire bondir les avancées médicales en y consacrant sa vie.

La liste des femmes ayant marqué notre pays est longue alors je m'arrêterai là.

Femmes de caractère, femmes libres, voilà ce que l'Occident nous aura offert par son intelligence.

Qu'en est-il de cette liberté aujourd'hui ?

L'égalité des droits est aujourd'hui acquise en France, il en va sans dire. Alors quelle utilité au féminisme me direz-vous, et pourquoi suis je là aujourd'hui pour vous parler de liberté des femmes ?

Les violences faites aux femmes sont présentes en France. Violences conjugales, violences familiales, inégalités à l'embauche ou encore abus sexuels lors de soirées étudiantes, nous avons tous entendu parler dans notre entourage de ces cas.

Aujourd'hui, la police est de mieux en mieux formée à répondre à ces questions et de fortes campagnes de sensibilisation ont lieu, notamment auprès des plus jeunes. Mais il existe des manquements, notamment quand une femme porte plainte. Très fréquemment, la police ne donnera suite et la plainte sera classée sans suite par manque de preuves. Aujourd'hui, seulement un dixième des plaintes aboutissent à une condamnation ; ou la victime demandera à l'enlever sous la pression du conjoint violent. Il en va de même dans le harcèlement de rue. Marlène Schiappa nous parle des quartiers sans

relou mais il n'en reste pas moins que le harcèlement de rue n'est pas vraiment pénalisé car une plainte n'est possible qu'en cas de flagrant délit, et il va de soit que l'agresseur ne va pas passer à l'acte devant une voiture de policier.

Nous ne pouvons accepter le moindre comportement déviant dans une société aussi développée que la-nôtre, d'autant que nous avons en face de nous un véritable raz de marée dévastateur à l'égard des droits et liberté des femmes : l'immigration.

"Il suffira d'une crise politique, économique ou religieuse pour que les droits des femmes soient remis en question. Ces droits ne sont jamais acquis."
Simone de Beauvoir.

Aujourd'hui, notre culture permet l'épanouissement de la femme en France. Mais aujourd'hui, d'autres cultures arrivent en France ou y sont déjà présentes et ce sont elles qui impactent précisément la liberté des femmes, leurs droits et leur sécurité.

Démonstration.

Vous savez que les statistiques ethniques sont interdites en France, mais il en existe dans des pays voisins qui parlent d'elles-mêmes :

ALLEMAGNE : En 2016, chiffres de l'office fédéral de la police criminelle d'Allemagne
Il y a 875 viols pour 1 million de migrants, contre 54 viols pour 1 million de personnes de nationalité allemande

FINLANDE : 2017, stats de la police finlandaise.
Le taux pour 10 000 agressions sexuelles est de 138 pour des personnes originaires d'Afghanistan, de 133 pour des personnes originaires d'Irak, de 41 pour les personnes originaires de Syrie et de 3 pour les Finlandais.

ITALIE, 2020 : rapport du ministère intérieur.
42% des viols dans le pays ont été commis par des étrangers.

SUEDE, 2018 la chaîne SVT rapportait que 58% des hommes condamnés pour viol ou tentative au cours des 5 dernières années étaient des immigrants nés en dehors de l'Union européenne : des sud-africains, des nord-africains, des moyens orientaux et des afghans.

Pour revenir à la France, apprenons que 63% des agressions sexuelles dans les transports sont le fait d'étrangers, que l'excision a triplé en l'espace de 10 ans et que 70 000 femmes françaises sont potentiellement menacées de mariage forcé.

La plus grande menace face aux libertés des femmes aujourd'hui en France est sans nul doute l'immigration qui apporte son lot de principes et de valeurs ultra misogynes dont nous n'avons pas besoin en France.



Photo Fondation - Tous droits réservés



Photo Fondation - Tous droits réservés

Mesdames, Messieurs, bonsoir à toutes et à tous !

Je vous remercie d'avoir répondu présent à cette invitation pour échanger sur ce thème ô combien important concernant les Libertés des Femmes ! Je tiens également à remercier les intervenantes de qualité que vous venez d'entendre, des femmes courageuses qui défendent nos libertés, chacune dans un champ d'action qui lui est propre. Alexandra, Jala, et Alice, merci pour le combat que vous menez au quotidien et merci d'être les femmes que vous êtes ! Vous pouvez les applaudir !

- Près de 100 000 femmes violées chaque année en France ;
- 49 viols sur mineurs sont signalés chaque jour à la police et à la gendarmerie en France ;
- 125 000 excisions par an en France, presque 200 000 en Europe ;
- 60% des agressions sexuelles sont le fait d'étrangers dans les transports en commun d'Île-de-France ;
- 52% des viols commis à Paris l'ont été par des étrangers ;
- 50% des femmes interrogées par une étude IFOP affirment avoir déjà été victimes d'insultes à caractère sexiste ;
- 43% d'attouchements sexuels ;
- 12% d'entre elles disent avoir été victimes de viol et seules 15% des victimes portent plainte ;
- +60% d'appels en urgence de la part de femmes victimes de violences conjugales pendant la crise sanitaire, en Europe ;
- 7 femmes par jour meurent sous les coups de leurs partenaires en Europe ;
- La majorité des 4 milliards de personnes qui ne bénéficient d'aucune protection sociale, sont des femmes et des filles.

Être féministe, c'est trouver intolérable pour les filles des autres ce que l'on ne tolérerait pas pour nos propres filles !

À l'aube de la prochaine élection présidentielle, nous verrons un Président, ou une Présidente, agir sur nos libertés. Soit pour continuer à les voir se restreindre, par lâcheté, soit pour les retrouver, pleinement, grâce au courage et à la volonté politique.

Je ne vais pas vous parler ici de néo-féministes pour qui le mâle blanc hétérosexuel est l'ennemi numéro un à abattre. Non ! Nos pères, nos grands-pères, nos frères, nos maris, nos fils, nous vous aimons et nous avons besoin de vous comme vous avez besoin de nous.

Ces pseudos-féministes sont des fascistes qui ne luttent pas pour la cause féminine, mais pour une idéologie qui détruit notre structure familiale traditionnelle, elles détruisent l'image de la femme et ne luttent pas pour des droits, mais pour des places.

Je préfère vous parler de différentes femmes qui ont défendu la liberté d'expression, comme par exemple la jeune Mila qui a osé critiquer une religion sur les réseaux sociaux.

C'était il y a plusieurs mois, avant de vivre comme elle le fait aujourd'hui recluse chez elle, entourée de policiers 24h sur 24, après avoir reçu des centaines de milliers d'injures, de menaces de mort et d'appels au viol.

Une jeune femme libre dans ses mots, l'espace d'un instant, puis emprisonnée à vie, à devoir se cacher pour pouvoir survivre.

Je préfère aussi vous parler de la liberté de circuler librement, sans être importunées ou menacées, en jupe ou en robe, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit, dans n'importe quel quartier, dans n'importe quel café. Une liberté trop souvent entravée, par cette forme de violence insidieuse, insupportable, endémique, c'est le harcèlement de rue à connotation sexuelle.

Être libre de ne pas être enfermées de force dans la communautarisation ou sous la menace de crime d'honneur, crime rétabli en France par la « Justice » islamiste des territoires perdus de la République, comme dans beaucoup d'autres pays d'Europe.

Être libre ! Et surtout digne de ne pas seulement occuper la case « fait divers » quand on se fait violer, battre, pour avoir porté plainte, puis poignarder et brûler par des barbares au mental d'un autre âge, comme l'a vécu récemment la jeune Shaïna.

Un drame parmi tant d'autres qui témoigne de l'état dans lequel se trouve notre pays, dans lequel se trouve l'Europe: ne vous y trompez pas, nous ne sommes pas en Afghanistan, mais bien ici en France, au cœur de l'Europe et en 2021.

La liberté, c'est aussi celle de pouvoir se loger décemment. Combien de femmes attendent un logement social à la suite de difficultés de vie, un divorce ou une séparation difficile, des violences conjugales, lorsqu'elles arrivent à quitter leur conjoint, lorsqu'elles s'en sortent vivantes, ce qui n'est pas toujours le cas. Cela peut être à la suite de difficultés professionnelles aussi, la perte d'un emploi, ou la mise à temps partiel dont les femmes occupent 80% des postes, pour les raisons que vous connaissez.

D'ailleurs Brigitte Lancine, qui est présente ce soir dans la salle, qui est adjointe au maire de Fréjus en charge du logement peut confirmer mes propos.

Et devant ce constat, que nous faisons toutes et tous ici, que fait l'Union européenne ? Rien ! Ou rien de bien en tout cas.

En ce qui concerne le Parlement européen, il existe une commission qui s'appelle : « Droits des femmes et égalité des genres ». Ça vous donne une petite idée, rien que par son nom, de la façon dont est traité le sujet. D'ailleurs, les seuls dossiers qui apparaissent dans cette commission concernent les droits LGBTQI+. Donc, pour l'Union européenne, les libertés des Femmes se résument aux théories fumeuses de genre. C'est absolument honteux ! Comme si le sujet n'avait pas suffisamment d'intérêt pour être traité de manière autonome.

En parallèle, l'Union européenne a la volonté affirmée de rapatrier en Europe les femmes parties faire le Djihad, comme l'a annoncé l'Allemagne le jeudi 7 octobre dernier en rapatriant 8 femmes qui avaient rallié l'organisation État islamique en Syrie.

Vous avez en somme le choix, entre des islamistes aux idées Moyenâgeuses et barbares ou des personnes, je cite: « non-genrées, ayant un attribut sexuel de naissance de type femelle, mais non caractéristique de la personnalité. »

Bref ! Un véritable cauchemar !
Néanmoins, derrière ce brouillard assourdissant d'inepties, se trouve l'espoir !

En Islande par exemple, depuis les élections législatives du 25 septembre dernier, une majorité de Femmes compose le Parlement. C'est une première en Europe ! Et qui mieux qu'une femme peut défendre les libertés des femmes.

Au Maroc ensuite, un pays qui n'est pas en Europe, certes, mais qui est proche de nous géographiquement et historiquement. Et bien, 7 femmes ministres viennent de rentrer au gouvernement ; les 7 sont musulmanes, et AUCUNE d'entre elle n'est voilée ! Un signe d'ouverture et de liberté pour toutes les femmes de civilisation arabo-musulmane ! Moi je dis Bravo !

Des signes d'espoir, il y en a d'autres. Je vous le disais tout à l'heure, nous sommes dans une année d'élection présidentielle, et nous avons des solutions à mettre en place. Battons-nous :

- pour que le harcèlement de rue soit considéré comme un véritable délit et non plus traité par une contravention avec circonstance aggravante ;
- pour que les personnes condamnées pour des faits qualifiés d'outrages sexistes fassent l'objet d'une inscription au fichier des criminels et délinquants sexuels ;

- de même pour les auteurs d'apologie de crimes et de délits sexuels.

- pour que soit réservé en priorité les logements sociaux aux Français, et donc aux Françaises ;

- et pour donner une priorité d'accès à l'emploi aux Français, et donc aux Françaises ;

Bref, une série de mesures, assortie de moyens financiers et humains afin d'enrayer le déclassement de nos compatriotes et plus particulièrement de nos compatriotes féminines.

Ailleurs en Europe, des mesures ont été prises. En Italie par exemple, avec notre allié Matteo Salvini. Lorsqu'il était au gouvernement, il a fait introduire dans le code pénal, 4 nouveaux délits, par la loi numéro 69 du 19 juillet 2019, plus connue sous le nom de « Code Rouge ».

Vous rendez-vous compte qu'il aura fallu attendre le 19 juillet 2019, pour que soient inscrit comme délits :

- En 1, le revenge porn : une pratique qui consiste à se venger d'une personne en rendant publique des contenus « à caractère sexuellement explicite », réalisés avec ou sans son accord. Un phénomène de plus en plus répandu malheureusement avec l'avènement des réseaux sociaux.

- En 2, le délit de «déformation de l'aspect de la personne»: ce sont les attaques à l'acide par exemple, de plus en plus courantes dans les cités.

- En 3, le mariage forcé, y compris lorsqu'il est commis à l'étranger. Une coutume étrangère importée en Europe depuis un certain nombre d'années.

- Et enfin en 4, la violation des mesures d'éloignement par un conjoint violent.

Au niveau de la procédure, le « Code Rouge » prévoit également des peines de prison plus lourdes et des procédures accélérées. Les victimes de violences conjugales doivent être entendues par les magistrats dans un délai de 3 jours après avoir déposé plainte.

Cette loi « Code Rouge » est donc bien l'illustration qu'il est possible d'agir !

Il suffit juste de courage et de volonté politique pour mettre en œuvre un arsenal juridique qui défendent les Libertés des femmes. Voilà typiquement, ce que ne propose PAS l'Union européenne.

Quant à nous, en France, Marlène Schiappa, ancienne Ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes et de la Lutte contre les discriminations, préfère faire des TikTok absurdes...

Et nous avons aussi les déclarations de Caroline De Haas, celles par exemple : d'élargir les trottoirs pour faire face au harcèlement de rue dont étaient victimes les femmes traversant le quartier de La Chapelle-Pajol, à Paris.

C'est la même Caroline De Haas, qui se dit militante féministe, qui a préféré créer un business très lucratif sur le sujet, en donnant des leçons aux entreprises privées.

En clair, menacer de jeter l'opprobre sur une entreprise, tout en réclamant une dîme. C'est du racket ! Aujourd'hui le féminisme, malheureusement, c'est aussi ça!

Raison pour laquelle nous devons agir, et vite ! Je vous parlais d'espoir tout à l'heure, et il y en a ! Alexandra, Jala et Alice en sont la preuve. Lorsque l'on se mobilise, il est possible d'agir !

Pour ceux qui ne le savent pas, je me suis engagée en politique depuis 2013. J'ai rejoint l'équipe de David Rachline à l'occasion de la campagne pour les élections municipales. Je partageais déjà les idées du Rassemblement National. Néanmoins, il m'a fallu un déclic, pour passer des idées à l'action.

J'étais à l'époque une jeune maman, avec un enfant en bas âge, je travaillais, mais je touchais un salaire modeste comme de très nombreux Français, les fins de mois étaient donc très compliquées. J'ai alors fait une demande de logement social à la mairie de Fréjus de l'époque, tenue par un Maire de droite.

Au bout de trois ans, j'ai obtenu un rendez-vous de force pour demander des explications et l'on m'a répondu : « Mais Madame Lechanteux, vous n'avez pas un nom à consonance étrangère, vous n'avez pas 4 enfants, vous n'êtes donc pas prioritaire. »

Je peux vous dire que cette réponse m'a frappée et m'a marquée très profondément. Vous pouvez aisément imaginer toute l'injustice que j'ai pu ressentir, toute la colère, tout le désarroi de ne pas être soutenue, et de ne plus me sentir chez moi, en France. Je sais malheureusement que c'est le quotidien de centaines de milliers de Français...

Eh bien, c'est cet événement qui a été pour moi la goutte d'eau faisant déborder le vase. C'est cet événement qui a provoqué en moi le déclic de vouloir m'engager et de vouloir agir pour combattre l'injustice et pour que les choses changent enfin.

Le temps est passé depuis, mais je ne cesse de dénoncer ce qui m'apparaît être injuste. Je ne cesse de lutter et de combattre pour que nos droits et nos libertés soient respectés, pour que notre voix soit entendue. Et ça, que ce soit en jupe, en pantalon, en talon aiguille ou en basket.

Certaines personnes présentes ce soir dans la salle me connaissent depuis de nombreuses années, ils peuvent témoigner de la force de mes convictions. Alors sachez une chose, je ne céderai pas, je ne faiblirai pas, je ne tergiverserai pas avec les libertés des femmes.

Les femmes qui vivent ces stratégies d'évitements permanentes, intériorisent soit leur révolte, soit leur résignation. Nous ne devons plus supporter cela !

Nous rétablirons la liberté des femmes et des jeunes filles de circuler, sans être importunées ou menacées.

En Europe, mais aussi dans l'histoire de France, la femme a toujours eu sa place, en complémentarité des hommes qui ne sont pas nos ennemis, et qui doivent plus que jamais aujourd'hui être nos alliés.

Nous les femmes, nous sommes vos mamans, vos sœurs, vos filles, vos cousines, vos nièces, mais nous sommes aussi des chefs d'entreprise, des chefs de parti politique, des médecins, des avocates, des entrepreneurs, des artisans, des commerçantes, des mères au foyer et c'est pourquoi nous devons être libres.

Libres d'agir ;
Libres d'être en sécurité ;
Libres d'entreprendre ;
Libres d'apprendre ;

Et libres de faire tout cela en jupe et en talon si cela nous chante ! Jean Ferrat chantait : « La Femme est l'avenir de l'Homme »

Margaret Thatcher disait : « Il faut parfois mener une bataille plusieurs fois pour la gagner ».

Alors menons cette bataille ensemble !

Enfin, je voudrais dire un dernier mot pour clore cette conférence, avant de passer aux questions ou aux échanges fructueux, je l'espère.

La crise de la Covid-19 a révélé la précarité des personnes qui étaient pourtant en première ligne de front. Celles qui étaient essentielles pour maintenir notre pays à flot, et pour qui il était impossible de télétravailler. Parmi ces personnes, se trouvaient de nombreuses femmes :

- des hôtesses de caisse ;
- des femmes chauffeurs routiers ;
- des pharmaciennes ;
- et sans oublier bien sûr, des infirmières !

Ces femmes ont affronté une situation inédite, une pandémie mondiale, sans armes, sans masques, sans moyens de protection, et surtout sans la reconnaissance qu'elles méritent.

Emmanuel Macron leur avait promis un réajustement salarial « quoi qu'il en coûte ». Mais une fois encore, la promesse n'a pas été tenue.

Je veux rendre hommage à ces femmes, comme à ces hommes, qui ont eu le courage de tenir, de résister, de rester à leur poste, avec tous les risques que cela comportait.

Attaqués de l'extérieur par un virus inconnu, attaqués de l'intérieur par une gestion de crise calamiteuse et mensongère de la part d'un gouvernement aux abois, et d'une Union européenne qui a fait son gras en magouillant avec les lobbies pharmaceutiques, contrats auxquels nous n'avons évidemment jamais eu accès, même en tant que parlementaire, malgré tout cela, ces femmes et ces hommes sont restés debout.

Aujourd'hui, c'est nous qui avons le devoir impérieux de rester debout, c'est à nous qu'il appartient de porter la voix de celles qui souffrent, en silence, mais qui résistent, qui attendent que la leur d'espoir se transforme en une véritable énergie au service d'une action commune, POUR nos libertés !

Ce combat est le vôtre, ce combat est le nôtre !
Menons-le pour elles, menons-le pour nous-même, mais aussi pour nos filles et pour nos petites filles.
Au-delà des femmes qui sont les premières concernées, il doit être celui de tous les Français attachés à nos valeurs de civilisation.

Avec nous ! Ici présents ! Au pays de Brigitte Bardot, les femmes resteront libres !

Je vous remercie !



Photo Fondation - Tous droits réservés



Julie Lechanteux

Sur les réseaux sociaux



Contacter directement la Député

Député français au Parlement européen et membre de la Fondation

F-67070 Strasbourg - DE MADARIAGA G07030 : +33 3 881-75501

B-1047 Bruxelles - SPINELLI 04F167 : +32 2 28-45501

Permanence parlementaire, 25 rue Grisolle, 83600 Fréjus : 04 94 95 20 45

julie.lechanteux@europarl.europa.eu

PATRIOTS

FOR EUROPE FOUNDATION

**Étude publiée par Patriots for Europe Foundation
25 Boulevard Romain Rolland – 75014 – Paris – France
Numéro de SIRET : 823 400 239 00021
Président de Patriots for Europe Foundation : Andràs Laszlo
Directeur : Raphaël Audouard
Publiée en 2021
contact@pfe-foundation.eu
www.pfe-foundation.eu**

La Patriots for Europe Foundation est partiellement financée par le Parlement européen et a la seule responsabilité de cette publication. Cette publication n'est pas destinée à la vente.